

Montréal, le 9 avril 2025

Renaud Gignac  
**Protection mondiale des animaux**  
[info@renaudgignac.ca](mailto:info@renaudgignac.ca)

Monsieur,

Vous trouverez, ci-joint, les réponses au questionnaire que vous nous avez fait parvenir dans le cadre des élections fédérales 2025. Nous espérons que les réponses fournies vous permettront de mieux comprendre notre action politique.

Vous trouverez plus de détails concernant nos politiques sur notre site web : <http://www.blocquebécois.org/>

Nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

L'équipe électorale du Bloc Québécois 2025

1. Est-ce que votre parti financerait le déploiement du Nature Intelligence System, dont les coûts sont estimés à 500 000 \$ la première année et à 1 million \$ annuellement pour les années subséquentes, afin de renforcer la capacité de détection et de réduction des exportations et importations illégales et légales insoutenables d'espèces sauvages aux frontières canadiennes?

## Oui.

Le Bloc Québécois appuie la lutte mondiale à la criminalité environnementale. L'opération conjointe mondiale d'INTERPOL et de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a permis de saisir des spécimens ou des produits qui dérivent d'espèces protégées.

Au Québec, le Règlement sur les animaux en captivité «détermine les conditions de capture et d'importation d'un animal, les normes et les conditions de garde en captivité, de vente et de disposition d'un animal ainsi que les espèces admises à la garde sans permis». De plus, l'Observatoire multipartite québécois sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques suit l'évolution des zoonoses et propose des actions concrètes en matière de prévention et d'adaptation.

Au gouvernement fédéral, la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial «vise à mettre en œuvre la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) par la mise en place de règles concernant le commerce international et interprovincial de certaines espèces sauvages.»<sup>1</sup>

L'organisme que vous mentionnez semble bien répondre à cette demande. Nous sommes favorable au principe de soutenir un tel organisme, mais nous devons analyser davantage avant de faire un tel engagement.

---

<sup>1</sup> [Lois et règlements applicables | Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs \(gouv.qc.ca\)](#)

2. Votre parti appuierait-il des lois plus robustes pour réduire le commerce des animaux sauvages afin d'atténuer ses risques pour le bien-être des animaux, l'environnement et la santé?

OUI. Même réponse qu'à la question 1.

3. Votre parti appuierait-il une augmentation des effectifs de mise en application de la loi pour sévir contre le commerce illégal des espèces sauvages et renforcer la surveillance de son pendant légal?

OUI. Même réponse qu'à la question 1.

4. Votre parti appuierait-il des mesures législatives protégeant les éléphants, les grands singes, les fauves et d'autres espèces d'animaux sauvages contre l'exploitation à des fins de divertissement du public?

### **Plus ou moins.**

Le Bloc Québécois est très sensible à cet enjeu. Cependant, plusieurs centres animaliers ont des vocations de sauvetage d'animaux (Ex. le Zoo Miller). Nous avons confiance en les lois québécoises en place, qui sont très strictes quant au bien-être et à la sécurité des animaux.

5. Votre parti soutiendrait-il des initiatives visant à accroître la consommation d'aliments à base de plantes, comme le recommandent le Guide alimentaire canadien et les spécialistes?

Oui.

Le modèle agricole est basé sur une diversité de cultures et d'élevage. Les éleveurs font des efforts considérables pour réduire leur empreinte carbone, et le Québec est un précurseur dans ce domaine. L'industrie des protéines issues des plantes est en pleine expansion et nous nous inquiétons des conséquences que ceci pourrait avoir sur la qualité des sols. Évidemment, ces producteurs doivent bénéficier des programmes de recherche et développement et de résilience climatique qui permettra d'améliorer les pratiques, mais nous ne sommes pas prêts à nous engager à réduire la production animale.

La culture de céréales et d'oléagineux est très importante au Canada, mais elle est souvent génétiquement modifiée, ce qui, à long terme, peut entraîner des obstacles au commerce pour des pays plus strictes en ce domaine, comme l'Union européenne.

6. Votre parti soutiendrait-il l'exigence, pour les institutions et les programmes fédéraux comme le Programme national d'alimentation scolaire, d'accroître leur approvisionnement en produits à base de plantes conformément aux recommandations du Guide alimentaire canadien?

**OUI**, puisque le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont trouvé un terrain d'entente concernant le programme fédéral d'alimentation scolaire. En vertu de ce programme, les sommes sont allouées par le fédéral aux provinces, qui les distribuent par la suite aux écoles directement ou aux organismes d'alimentation scolaire (10 M\$ cette année).

7. Votre parti soutiendrait-il une augmentation de l'investissement dans la grappe des industries des protéines afin de répondre à la demande croissante en protéines à base de plantes et de faciliter la croissance, l'innovation et la compétitivité du secteur agricole canadien?

**OUI.**

Une telle industrie a sa place dans le secteur de la recherche agroalimentaire.

8. Votre parti s'engagerait-il à financer des mesures incitatives visant à encourager et à soutenir les exploitations agricoles de petite et moyenne taille dans leur transition de pratiques agricoles intensives vers des pratiques plus humaines et durables, à faibles émissions de carbone et résilientes à l'égard du climat (y compris une agriculture à base de plantes)?

**OUI.**

L'agriculture québécoise se pratique déjà généralement sur des terres plus petites et se tourne vers de la production artisanale et biologique, Ottawa prend le chemin inverse en encourageant une agriculture plus industrielle.

9. Votre parti soutiendrait-il la mise en place d'un plafond d'émissions pour l'agriculture afin de réduire les émissions du secteur et d'encourager le passage à une agriculture plus axée sur les produits à base de plantes?

Non.

Le gouvernement du Canada a échoué à imposer un plafond des émissions au premier secteur responsable des émissions de GES, le secteur du gaz et du pétrole. Dans ces conditions, nous n'allons pas imposer un tel plafonnement au secteur de l'agriculture. Les agricultrices et les agriculteurs sont aux premières loges des changements climatiques.

Les événements climatiques dommageables, les variations de températures, le développement des insectes ravageurs ou encore la diminution de l'épaisseur de la neige imposent déjà un important défi au secteur agricole. Le rôle de l'État est d'accompagner et soutenir les agricultrices et agriculteurs dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques. Ainsi, il est plus efficace, plus utile pour l'avenir de l'agriculture durable et plus juste pour la relève agricole d'appuyer les initiatives de réduction de l'énergie consommée par les séchoirs à grain et d'investir dans la recherche et le développement de technologies propres qui doivent permettre d'améliorer les rendements agricoles et l'efficacité énergétique des exploitations agricoles. Au Québec, l'agriculture fait partie de la solution aux changements climatiques.

10. Votre parti soutiendrait-il l'élimination progressive de l'utilisation prophylactique des antibiotiques dans l'élevage des animaux, ainsi que l'amélioration du bien-être essentiel des animaux dans les exploitations agricoles?

**OUI.**

L'utilisation d'antibiotique est effectivement utilisée alors que certaines maladies peuvent être déclenchées par des conditions d'élevage qui ne sont pas optimale, notamment lors de l'épisode du syndrome du dépérissement post-sevrage.

11. Exigeriez-vous que les animaux soient inclus dans les stratégies de préparation et de réponse aux catastrophes et de réduction des risques qui y sont associés?

**OUI.**

Les agriculteurs et les éleveurs subissent de plein fouet les conséquences des changements climatiques. Le Bloc Québécois propose des investissements en matière d'adaptation climatique afin de réduire le coût des impacts. Lors des inondations monstres en Colombie-Britannique, de dizaines de milliers d'animaux ont perdu la vie. Le gouvernement fédéral doit d'une part bonifier son programme fédéral d'indemnisation en cas de catastrophe, mais d'autre part, il doit également investir dans la création de programmes d'adaptation climatique.